

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 26/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SIC**

rue Orphée Variscotte  
59660 Merville

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G2\SIC\_Merville\_070.03220\2\_INSPECTIONS\2024\_01\_23\_inspection FDS  
Code AIOT : 0007003220

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2024 dans l'établissement SIC implanté rue Orphée Variscotte 59660 Merville. L'inspection a été annoncée le 16/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection fait suite à une réunion de présentation d'un projet de mise en place d'une nouvelle installation de préparation de surface et de mise en peinture.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIC

- rue Orphée Variscotte 59660 Merville
- Code AIOT : 0007003220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 4 juin 2007. Le site est soumis à enregistrement pour la rubrique 2560-2 (travail mécanique des métaux et alliages). L'activité consiste à la fabrication de chaudières bois, fioul, gaz et des unités intérieures de pompes à chaleur.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des produits	Arrêté Préfectoral du 04/06/2007, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés. L'ensemble des FDS est numérisé et accessible.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Connaissance des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/2007, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, connaissance des produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans les installations, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues par le code de travail.  Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisible le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés. L'ensemble des FDS est numérisé et accessible. Une procédure a été mise en place le 10/11/2023 pour approuver l'utilisation de nouveaux produits chimiques sur le site. L'entrée d'un nouveau produit chimique sur le site doit ainsi être validé par le service HSE sur la base notamment de la FDS et de la fiche technique du produit. <b>La procédure ne précise pas si un point par rapport à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement est réalisé (par exemple susceptible d'être concerné par une nouvelle rubrique de la nomenclature).</b> Une fois validée, la FDS est incluse dans un fichier de recensement et affichée au poste de travail. Une formation est également prévue. Le service Logistique doit vérifier pour chaque commande de produit dangereux que la FDS du produit commandé est présente. <b>Cette procédure ne traite pas du cas de mise à jour d'une FDS déjà référencée (cas d'une évolution des mentions de danger par exemple). L'exploitant précisera les dispositions prises dans ce cas dans un délai d'un mois.</b>

Les FDS des peintures ont été demandées (en lien avec la vérification du classement de la rubrique 2940) ainsi que dans un deuxième temps, la FDS du dégraissant phosphatant non inflammable (rubrique 2564-2).

L'exploitant a transmis rapidement les FDS des poudres à base de résines organiques. Pour l'essentiel, ces poudres ne sont pas classées comme mélange dangereux selon CLP, exceptés pour deux poudres présentant la mention de danger H 412 - Nocif pour les organismes aquatiques.

**La FDS du dégraissant phosphatant non inflammable date du 28/05/2015.** L'exploitant a indiqué avoir questionné son fournisseur afin d'obtenir le cas échéant une version plus récente.

Lors de la visite d'inspection la présence de fût ou d'emballage dépourvu d'étiquetage n'a pas été observée.

Néanmoins,

- plusieurs bidons de produits dangereux (durcisseur et peintures étaient stockés sans rétention sous un chapiteau. **Celui-ci n'est pas destiné à stocker des produits dangereux.**

**De retour en salle, la FDS d'un de ces produit n'a pas été trouvée dans la base de données.** Après vérification il s'avère que le produit était bien inscrit dans la base de données mais que la FDS avait été perdue lors d'une mise à jour. La FDS version 2023 est aujourd'hui à nouveau disponible. **L'exploitant précisera, dans un délai d'un mois, les dispositions prises pour remédier à ce type de dysfonctionnement.**

- un bidon d'éthylène glycol **non associé à une rétention comportant un étiquetage en langue italienne** est stocké dans une zone en travaux. L'exploitant précise qu'une société italienne venue réaliser des travaux sur site a utilisé ce produit lors du montage des groupes froids et l'a laissé à disposition pour une future maintenance de ces équipements. **Il est rappelé que le règlement CLP exige que l'étiquette soit rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États Membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché.** L'exploitant demandera à son fournisseur qu'il lui transmette un étiquetage en langue française afin qu'il puisse procéder à un nouvel étiquetage de ces bidons.

Par courriel en date du 30/01/2024, l'exploitant a indiqué que ces produits avaient été placés sous rétention (photos à l'appui). **L'exploitant vérifiera, dans un délai d'un mois, que le volume de la rétention du stockage de l'éthylène glycol est conforme aux dispositions de l'article 32.4 de son arrêté préfectoral du 04/06/2007.**

Type de suites proposées : Sans suite